ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre des vacations, saisi par le Premier Ministre, le 17 juillet 1986, d'une demande d'avis, dans un délai ne dépassant pas trois jours, sur un projet d'arrêté royal n° "relatif aux mesures d'assainissement applicables à la Régie des Postes," a donné le 22 juillet 1986 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede vakantiekamer, op 17 juli 1986 door de Eerste Minister verzocht hem, binnen een termijn van ten hoogste drie dagen, van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit nr "houdende saneringsmaatregelen die toepasselijk zijn op de Regie der Posterijen", heeft op 22 juli 1986 het volgend advies gegeven :

PREAMBULE.

1. A l'alinéa ler, il faut écrire "les articles ler, 2°, et 3, § 2".

2. Le projet ne modifie pas la loi du 2 mai 1956 sur le chèque postal. La référence à cette loi n'est pas non plus nécessaire à sa compréhension. L'alinéa 2 doit donc être omis.

DISPOSITIF.

OBSERVATION GENERALE.

Il est proposé d'insérer l'article 4 du projet dans la loi du 6 juillet 1971. L'article 8 du projet qui modifie l'article 16 de la loi du 26 décembre 1956 devrait précéder l'article 7 qui modifie l'article 18 de la même loi. Il est, en outre, proposé de déplacer l'article 16 du projet pour en faire un article 3.

Sous réserve des observations faites ci-après, la présentation suivante est proposée :

.../...

"Article ler.-

A l'article 2 de la loi du 6 juillet 1971 portant création de la Régie des postes, sont apportées les modifications suivantes :

1° à l'alinéa 4, les mots "les activités de l'Office des chèques postaux" sont remplacés par les mots "ses activités";

2° l'article est complété par l'alinéa suivant :
"La Régie ...".

Article 2.-

A l'article 10 de la même loi, sont apportées les modifications suivantes :

1° le paragraphe ler est remplacé par la disposition suivante :
"§ ler. La Régie ...";

2° le paragraphe 2, modifié par l'arrêté royal n° 182 du 30 décembre 1982 est remplacé par la disposition suivante :
"§ 2. Le fonds ...";

3° au paragraphe 4, l'alinéa ler, modifié par l'arrêté royal n° 182 du 30 décembre 1982 est remplacé par la disposition suivante :
"Le fonds ...".

.../...

Article 3.- (article 16 du projet)

A l'article 13 de la même loi, les mots "du fonds d'amortissement et de renouvellement" sont remplacés par les mots "du fonds de renouvellement".

Article 4.- (article 3 du projet)

Dans l'article 14, le paragraphe 3bis, inséré par l'arrêté royal n° 182 du 30 décembre 1982, est remplacé par la disposition suivante : "§3bis. Quand les comptes de la Régie ...".

Article 5.- (article 4 du projet)

Un article 14bis, rédigé comme suit, est inséré dans la même loi :

"Article 14bis.

§ 1er. La dotation ...

§ 2 . La dotation ...".

Article 6.-

(comme à l'article 5 du projet).

Article 7.-

(comme à l'article 6 du projet).

Article 8.-

(comme à l'article 8 du projet).

Article 9.-

Un article 19bis, rédigé comme suit, est inséré dans la même loi : "Article 19bis. En cas de perte ...".

Article 10.- (comme au projet).

Article 11 à 14.- (comme aux articles 11 à 14 du projet).

Article 15.- (article 15 du projet)

L'article 8, § 1er, de la loi du 6 juillet 1971 est abrogé.

Article 16.- (comme au projet)."

.../...

OBSERVATIONS PARTICULIERES.

Article 1er.

Il va de soi que la Régie exerce déjà actuellement toute activité se rapportant à son objet statuaire. Le Conseil d'Etat n'aperçoit, dès lors, pas quelle nouvelle activité serait confiée à la Régie par le 2°. Le texte doit, dès lors, être précisé.

Article 2.

A la suite des modifications envisagées par le 2°, la destination du compte "amortissements" ne sera plus définie dans la loi du 6 juillet 1971, tandis que la destination des fonds de renouvellement, d'assurance et de réserve y figurera encore.

Au paragraphe 4 en projet, il y a lieu d'écrire dans le texte français et afin d'assurer la concordance de celui-ci avec le texte néerlandais "le fonds de réserve est destiné à couvrir les pertes éventuelles. ...".

Article 6 (devenant l'article 7).

Dans le texte français de la disposition en projet, il y a lieu d'écrire "des paiements" et non "des remboursements".

Les termes "institutions financières en Belgique" peuvent être compris comme s'appliquant aussi bien aux institutions financières belges qu'aux institutions financières étrangères ayant un siège en Belgique. Si telle est l'intention du Gouvernement, cette précision devrait apparaître dans le texte.

.../...

Article 7.

Actuellement, le montant de l'indemnité due pour la perte d'un recommandé en service international est fixé par l'article 50 de la Convention postale universelle, approuvée par la Belgique et publiée au Moniteur belge du 31 décembre 1985. Le Roi n'ayant pas le pouvoir de modifier une convention internationale, le texte en projet doit être omis.

Article 9.

Dans le texte en projet, l'alinéa 2 devrait faire l'objet d'un alinéa 1er rédigé comme suit :

"Il est créé un service de courrier accéléré dont le Roi règle l'organisation".

Article 10.

Compte tenu de l'observation faite sous l'article 9, il y a lieu d'écrire : "à l'article 19bis, alinéa 2".

Article 11.

Il pourrait être soutenu, à première lecture, que la dérogation aux règles fixées pour limiter les recrutements dans les services publics n'est pas une mesure adéquate pour réduire les dépenses publiques. Le rapport au Roi donne cependant une justification de la dérogation apportée à l'arrêté royal n° 56 du 16 juillet 1982.

A la fin de l'article, il y a lieu d'écrire : "par la Commission consultative des recrutements sélectifs".

.../...

Article 12.

1. § 1er. L'article 51, § 3, de la loi du 28 décembre 1973 relative aux propositions budgétaires 1973-1974 dispose en ses alinéas 1er, 2 et 4 :

"§ 3. Recrutement.

Nonobstant toute autre disposition, les recrutements sont effectués exclusivement selon les règles prévues dans les statuts du personnel.

Par dérogation à l'alinéa précédent et sur la proposition ou de l'accord du Ministre qui a la fonction publique dans ses attributions, le Roi peut dans des cas et aux conditions qu'Il détermine, organiser des modes de recrutement autres que ceux que prévoient les statuts.

...

Les alinéas 1er à 3 ne sont pas applicables aux administrations, aux services et aux organismes d'intérêt public visés à l'article 1er de l'arrêté royal n° 56 du 16 juillet 1982 relatif au recrutement dans certains services publics".

La Régie des postes est un des organismes visés à l'article 1er de l'arrêté n° 56.

L'article 8 de l'arrêté royal n° 56 dispose :

"Nonobstant toute autre disposition, les recrutements sont effectués selon les règles prévues dans les statuts du personnel.

Par dérogation à l'alinéa précédent et sur proposition ou de l'accord du Ministre qui a la fonction publique dans ses attributions, le Roi peut, dans des cas et aux conditions qu'Il détermine, par arrêté royal délibéré en Conseil des Ministres, organiser des modes de recrutement autres que ceux que prévoient ces statuts, les recrutements d'agents définitifs exceptés".

.../...

La Régie peut déjà faire appel à du personnel auxiliaire pour assurer des fonctions des niveaux 3 et 4 comportant des prestations complètes, incomplètes ou intermittentes. Ces agents sont sous statut (arrêté royal du 17 mars 1971).

Le paragraphe 1er devrait être omis.

2. § 2. L'arrêté ministériel du 16 août 1985 instituant et mettant en service une cellule médicale chargée exclusivement du contrôle sur place des agents portés absents pour cause de maladie, publié au Moniteur belge du 13 septembre 1985 et entré en vigueur ce jour-là, dispose en son article 1er :

> "Dans l'Office médico-social de l'Etat - Service médical de l'administration - Administration centrale et Services extérieurs - est constituée une cellule médicale, composée de 80 médecins contractuels ...".

La disposition en projet paraît faire double emploi avec ledit arrêté ministériel du 16 août 1985.

Article 13.

Cet article ne peut, sans aller à l'encontre de l'objectif poursuivi par la loi du 27 mars 1986, être compris comme permettant au Roi d'augmenter la dépense que représente pour la Régie le paiement des allocations et indemnités.

.../...

Si le Gouvernement entendait autoriser une dérogation à l'article 6bis de l'arrêté royal n° 180 du 30 décembre 1982 portant certaines mesures en matière de modération, inséré par l'article 44, § 2,de la loi de redressement du 22 janvier 1985 contenant des dispositions sociales, il conviendrait de prévoir expressément cette dérogation.

Article 14.

Le pouvoir d'adapter la durée du travail est attribuée par le projet à la Régie des Postes. Il devrait être attribué au Roi ou au Ministre.

Le projet vise une dérogation "à la sixième convention collective de travail du secteur public du 26 mai 1978". Cette convention n'a pas été publiée au Moniteur belge. Il ne s'indique pas d'y faire référence dans un texte normatif qui ne pourra être modifié que par la loi.

AANHEF.

1. In het eerste lid schrijve men "op de artikelen 1, 2°, en 3, § 2".

2. De wet van 2 mei 1956 op de postcheck wordt door het ontwerp niet gewijzigd. Verwijzing naar die wet is evenmin noodzakelijk voor het begrijpen ervan. Het tweede lid moet dus vervallen.

BEPALEND GEDEELTE.

ALGEMENE OPMERKING.

Voorgesteld wordt artikel 4 van het ontwerp in te voegen in de wet van 6 juli 1971. Artikel 8 van het ontwerp, dat artikel 16 van de wet van 26 december 1956 wijzigt, zou vóór artikel 7 moeten komen, dat artikel 18 van dezelfde wet wijzigt. Bovendien wordt voorgesteld artikel 16 van het ontwerp te verschuiven zodat het artikel 3 wordt.

Onder voorbehoud van de hierna gemaakte bijzondere opmerkingen, wordt voorgesteld de tekst als volgt in te richten :

"Artikel 1.-

In artikel 2 van de wet van 6 juli 1971 houdende oprichting van de Regie der Posterijen, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het vierde lid worden de woorden "de activiteiten van het Bestuur der Postchecks" vervangen door de woorden "haar activiteiten";

.../...

2° het artikel wordt aangevuld met het volgende lid :
"De Regie wordt gemachtigd om elke activiteit ...".

Artikel 2.-

In artikel 10 van dezelfde wet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° Paragraaf 1 wordt vervangen door de volgende bepaling :
"§ 1. De Regie ...";

2° Paragraaf 2, gewijzigd bij het koninklijk besluit nr. 182 van 30 december 1982, wordt vervangen door de volgende bepaling :
"§ 2. Het vernieuwingsfonds ...";

3° In paragraaf 4 wordt het eerste lid, gewijzigd bij het koninklijk besluit nr. 182 van 30 december 1982, vervangen door de volgende bepaling :
"Het reservefonds ...".

Artikel 3.- (artikel 16 van het ontwerp)

In artikel 13 van dezelfde wet worden de woorden "van het afschrijvings- en vernieuwingsfonds" vervangen door de woorden "van het vernieuwingsfonds".

Artikel 4.- (artikel 3 van het ontwerp)

In artikel 14 wordt paragraaf 3bis, ingevoegd bij het koninklijk besluit nr. 182 van 30 december 1982, vervangen door de volgende bepaling : "§ 3bis. Wanneer de rekeningen van de Regie ...".

.../...

Artikel 5.- (artikel 4 van het ontwerp)

Een als volgt luidend artikel 14bis wordt in dezelfde wet ingevoegd :

"Artikel 14bis.

§ 1. De dotatie, voorgeschreven in artikel 14, § 3 ..., kan ...

§ 2. De dotatie, voorgeschreven ..., wordt ...".

Artikel 6.-

(zoals in artikel 5 van het ontwerp).

Artikel 7.-

(zoals in artikel 6 van het ontwerp).

Artikel 8.-

(zoals in artikel 8 van het ontwerp).

Artikel 9.-

Een als volgt luidend artikel 19bis wordt in dezelfde wet ingevoegd : "Artikel 19bis. Bij verlies, beroving of beschadiging ...".

Artikel 10.- (zoals in het ontwerp).

Artikelen 11 en 14.- (zoals in artikelen 11 tot 14 van het ontwerp)

Artikel 15.- (artikel 15 van het ontwerp)

Artikel 8, § 1, van de wet van 6 juli 1971 wordt opgeheven.

Artikel 16.- (zoals in het ontwerp)."

.../...

BIJZONDERE OPMERKINGEN.

Artikel 1.

Het is duidelijk dat de Regie thans reeds iedere activiteit in verband met haar statutaire opdracht uitoefent. De Raad van State ziet dan ook niet welke nieuwe activiteit het 2° aan de Regie zou toevertrouwen. De tekst moet bijgevolg gepreciseerd worden.

Artikel 2.

Ten gevolge van de door het 2° beoogde wijzigingen, zal de bestemming van de "afschrijvingen" - rekening niet meer gedefinieerd zijn in de wet van 6 juli 1971, terwijl de bestemming van de fondsen voor vernieuwing, voor verzekering en voor reserve er nog in zal voorkomen.

In de ontworpen paragraaf 4 zou men in de Franse tekst ter wille van de overeenstemming ervan met de Nederlandse tekst moeten schrijven : "le fonds de réserve est destiné à couvrir les pertes éventuelles ...".

Artikel 6 (dat artikel 7 wordt).

In de Franse tekst van de ontworpen bepaling schrijve men "des paiements" en niet "des remboursements".

De woorden "andere financiële instellingen in België" kunnen zo worden opgevat dat ze zowel op de Belgische financiële instellingen toepasselijk zijn als op de buitenlandse financiële instellingen die een vestiging in België hebben. Als dat de bedoeling van de Regering is, zou dat in de tekst moeten worden gepreciseerd.

.../...

Artikel 7.

Momenteel is, wat de buitenlandse dienst betreft, het bedrag van de vergoeding die voor het verlies van een aangetekende zending verschuldigd is, vastgesteld bij artikel 50 van de Wereldpostvereniging, welke overeenkomst door België is goedgekeurd en in het Belgisch Staatsblad van 31 december 1985 is bekendgemaakt. Aangezien de Koning niet bevoegd is om een internationale overeenkomst te wijzigen, moet de ontworpen tekst vervallen.

Artikel 9.

In de ontworpen tekst zou het tweede lid een als volgt luidend eerste lid moeten worden :

"Er wordt een snelpostdienst opgericht. De Koning regelt de organisatie ervan".

Artikel 10.

Gelet op de onder artikel 9 gemaakte opmerking zou men moeten schrijven : "in artikel 19bis, tweede lid".

Artikel 11.

Bij een eerste lezing zou men kunnen opwerpen dat de afwijking van de regels die vastgesteld zijn ter beperking van de aanwervingen in de overheidsdiensten, geen passende maatre-

gel is om de overheidsuitgaven te verminderen. De afwijking ten aanzien van het koninklijk besluit nr. 56 van 16 juli 1982 wordt evenwel gerechtvaardigd in het verslag aan de Koning.

Aan het einde van het artikel zou men moeten schrijven : "... een ambtenaar aangewezen door de Adviescommissie voor selectieve wervingen".

Artikel 12.

1. § 1. Artikel 51, § 3, van de wet van 28 december 1973 betreffende de budgettaire voorstellen 1973-1974 bepaalt in het eerste, het tweede en het vierde lid :

"§ 3. Aanwervingen.

Niettegenstaande elke andere bepaling geschieden de aanwervingen uitsluitend volgens de regelen bepaald in de statuten van het personeel.

Bij afwijking van voorgaand lid en op de voordracht van of met het akkoord van de Minister die het Openbaar Ambt in zijn bevoegdheid heeft, kan de Koning in de gevallen en onder de voorwaarden welke Hij bepaalt, andere wijzen van aanwerving organiseren dan in de statuten zijn bepaald.

...

Het bepaalde in de leden 1 tot 3 geldt niet voor de besturen, diensten en instellingen van openbaar nut, bedoeld in artikel 1 van het koninklijk besluit nr. 56 van 16 juli 1982 betreffende de werving in sommige overheidsdiensten".

De Regie der Posterijen is een van de instellingen als bedoeld in artikel 1 van het besluit nr. 56.

.../...

Artikel 8 van het koninklijk besluit nr. 56 bepaalt :

"Niettegenstaande elke andere bepaling geschieden de aanwervingen volgens de in de personeelsstatuten gestelde regels.

Bij afwijking van voorgaand lid en op de voordracht van of met het akkoord van de Minister die het Openbaar Ambt in zijn bevoegdheid heeft, kan de Koning in de gevallen en onder de voorwaarden welke Hij bepaalt, bij in Ministerraad overlegd besluit, andere wijzen van aanwerving organiseren dan in de statuten zijn bepaald, behalve voor de aanwervingen van vaste personeelsleden".

De Regie kan reeds een beroep doen op hulpkrachten om te voorzien in functies van de niveaus 3 en 4 die volledige, onvolledige of met tussenpozen voorkomende prestaties inhouden. Die personeelsleden staan onder statuutregeling (koninklijk besluit van 17 maart 1971).

Paragraaf 1 zou dus moeten vervallen.

2. § 2. Het ministerieel besluit van 16 augustus 1985 houdende oprichting en inwerkingstelling van een medische cel uitsluitend belast met het ter plaatse controleren van de personeelsleden die als afwezig wegens ziekte worden aangegeven, bekendgemaakt in het Belgisch Staatsblad van 13 september 1985 en diezelfde dag in werking getreden, bepaalt in artikel 1 :

"In de Sociaal-Medische Rijksdienst - Geneeskundige Dienst van de Administratie - Hoofdbestuur en Buitendiensten - wordt een medische cel van 80 contractuele geneesheren opgericht ...".

De ontworpen bepaling lijkt te dupleren met het ministerieel besluit van 16 augustus 1985.

.../...

Artikel 13.

Dit artikel mag niet zo worden opgevat dat het de Koning machtigt tot het verhogen van de uitgave die het betalen van de toelagen en vergoedingen voor de Regie oplevert, want dit zou ingaan tegen de doelstelling van de wet van 27 maart 1986.

Als het bedoeling van de Regering is toe te staan dat wordt afgeweken van artikel 6bis van het koninklijk besluit nr. 180 van 30 december 1982 houdende bepaalde maatregelen inzake loonmatiging, ingevoegd bij artikel 44, § 2, van de herstelwet van 22 januari 1985 houdende sociale bepalingen, zou uitdrukkelijk in die afwijking moeten worden voorzien.

Artikel 14.

De bevoegdheid om de arbeidsduur aan te passen wordt in het ontwerp aan de Regie der Posterijen verleend. Ze zou aan de Koning of aan de Minister moeten worden toegekend.

Het ontwerp heeft het over een afwijking van "de zesde collectieve arbeidsovereenkomst van de openbare sector van 26 mei 1978". Die overeenkomst is niet bekendgemaakt in het Belgisch Staatsblad. Het is niet zinvol ernaar te verwijzen in een normatieve tekst die slechts door een wet gewijzigd zal kunnen worden.

La chambre était composée de

Messieurs : J. LIGOT, président de chambre,
de Heren : kamervoorzitter,

J.-J. STRYCKMANS, conseillers d'Etat,
P. FINCOEUR, staatsraden,

Madame : M.-Cl. HONDERMARCQ, greffier assumé,
Mevrouw : toegevoegdgriffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. J.-J. STRYCKMANS.

Le rapport a été présenté par Mme. J.-M. DAGNELIE, auditeur.

De kamer was samengesteld uit

De overeenstemming tussen d Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht va de H. J.-J. STRYCKMANS.

Het verslag werd uitgebrach door Mevr. J.-M. DAGNELIE, auditeur.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER, LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

M.-Cl. HONDERMARCQ. J. LIGOT.